

# Nouveau parti socialiste



## Eure et Loir

### N P S 28

Cher(e) camarade,

Au congrès du Mans, en novembre 2005, le Nouveau Parti Socialiste a obtenu des avancées notables dans l'orientation du Parti socialiste et a fait preuve de responsabilité en acceptant sur ces bases de participer à la synthèse. L'union de la Gauche passe par l'union du Parti socialiste. Aujourd'hui, le parti socialiste rassemblé est en capacité de proposer une alternative politique aux Français.

Effectivement, laisser le parti divisé c'était mal préparer un rassemblement de la gauche dans un laps de temps réduit. Le parti socialiste peut proposer une alternance crédible aux français. Ce choix même s'il fût difficile pour beaucoup d'entre nous, permet aujourd'hui d'espérer pour faire barrage à la droite. Les événements sociaux et politiques récents (CPE, Clearstream) nous ont d'ailleurs plutôt donné raison.

Mais, participer à une équipe nationale majoritaire ne doit pas être synonyme de renonciation politique. C'est pourquoi le NPS continue de défendre son originalité, **d'être un courant capable de proposer, d'ancrer à gauche le parti socialiste et une majorité atomisée par les écuries présidentielles.**

**NPS est au sein de la direction du Parti une force propositionnelle d'autant plus forte qu'elle ne définit pas ses propositions en fonction d'un(e) candidat. Notre candidat, jusqu'à l'automne, sera le projet, rien que le projet, et tout le projet.** La réforme des institutions, la lutte contre les inégalités et contre le libéralisme triomphant, la rénovation du parti, sont nos priorités politiques et nous souhaitons qu'elles soient intégrées dans le projet de tous les socialistes.

Après le choix des idées, nous ferons collectivement le choix des Hommes ou des Femmes qui les porteront. C'est cette méthode qui fera gagner la gauche. D'abord l'Histoire collective avant les destins individuels. C'est de cette façon que nous voulons faire de la politique au PS. Nationalement, comme en Eure-et-Loir.

Nous vous proposerons dans les prochains jours une réunion de débat autour de la participation de NPS au projet des socialistes de l'Eure-et-Loir. Ouverte à tous, elle sera le moment de débat qui nous manque parfois au sein du Parti.

En espérant t'y rencontrer. Pour faire de 2007, une année vraiment « utile » à la gauche et donc au pays.

L'équipe de NPS 28

**Edito.** p.1 CPE ; **Projet Sarkozy sur l'immigration : même logique, même riposte.** p.2-3 ; **Sans-papiers, projet de loi CESADA !** p.2 ; **On s'en souviendra en 2007...Et même avant.** P3-4-5; **Agenda** p.1-3

**RESTONS CONNECTÉS**

[www.nouveau-ps.org](http://www.nouveau-ps.org)  
[www.nouveaups28.canalblog.com](http://www.nouveaups28.canalblog.com)  
[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

## Université de rentrée NPS

Vendredi 22, samedi 23 et dimanche 24 septembre.

Saint Nazaire, Loire-Atlantique

Toutes les infos sur le site de NPS : <http://www.nouveau-ps.net/actualités/universite.php>



## CPE, projet Sarkozy sur l'immigration : même logique, même riposte

Après la cinglante défaite du subie avec le CPE, et en pleine tempête de l'incroyable affaire « Clearstream », le gouvernement tente, à nouveau d'allumer un contre-feu nauséeux sur l'immigration. Le projet Sarkozy sur l'immigration, discuté en ce moment à l'Assemblée Nationale. Pour mémoire, il s'agit du deuxième texte de loi sur l'immigration en 3 ans.

Encore une fois, la logique du gouvernement et de Nicolas Sarkozy reste la même : attaquer et stigmatiser une partie de la population déjà précarisée : après les prostituées, les jeunes, voici de nouveaux le tour des immigrés de passer à la moulinette de l'Etat UMP.

A ce titre la politique sur l'immigration prônée par Sarkozy est en réalité une immigration **choisie** d'abord pour les besoins des entreprises et **jetable** au moindre prétexte. Le projet de loi réduit le travailleur à sa seule force de travail, lui retire tout droit à la vie privée et familiale normale et lie la durée de son titre de séjour à celle de son contrat de travail. L'immigré est considéré comme une marchandise.

Ces dispositions vont de pair avec le processus de **criminalisation des immigrés** déjà présents sur notre sol. Face à ces nouvelles classes dites dangereuses, le Front National aura toute latitude pour faire prospérer son discours sécuritaire et xénophobe qui avait eu tant d'écho en 2002.

Par ce texte, le gouvernement va une nouvelle fois déplacer le débat politique de la question sociale vers la thématique polémique du lien « insécurité-immigration », flattant au passage la frange la plus réactionnaire de son électorat et continuant à flatter ouvertement l'électorat de l'extrême droite. Pourtant, les statistiques indiquent clairement que le pourcentage d'étrangers dans notre pays n'a pas varié depuis plusieurs dizaines d'années.

Depuis trop longtemps, la Droite instrumentalise ce débat. Ce gouvernement ne le traite que sous l'angle le plus liberticide. Et même si ce nouveau projet Sarkozy inclut dans son titre le principe d'intégration, que penser alors du rallongement du délai de naturalisation à quatre années de vie commune pour les couples mixtes, que penser de l'apprentissage nécessaire, c'est l'évidence, du français, alors que ce gouvernement a divisé par deux les subventions allouées aux associations oeuvrant dans ce sens. Ce que nous refusons c'est que les étrangers qui viennent sur notre territoire, qui travaillent en exerçant souvent les tâches les plus ingrates soient à nouveau victimes d'une instrumentation politique à un an des Présidentielles.

Le mouvement contre CPE a tracé la voie de la mobilisation que nous devons emprunter de nouveaux contre ces lois scélérates sur l'immigration.

### SANS-PAPIERS, PROJET DE LOI CESEDA... EN EURE-ETLOIR AGISSONS !

A la fin du mois de juin, des milliers de familles installées sur notre territoire vivront un véritable calvaire, pris en tenaille par la politique du ministre de l'Intérieur. D'une part, le sursis accordé jusqu'à la fin de l'année scolaire aux élèves sans-papiers et à leurs parents tombera. D'autre part, les nouvelles lois sur l'entrée et le séjour des étrangers seront appliquées. Cela signifie un risque d'expulsion en masse au cœur de l'été, et l'impossibilité d'obtenir une régularisation légale.

Dans notre département, des collectifs de familles sont déjà soutenus par de très nombreux citoyens qui s'engagent à parrainer et soutenir les enfants scolarisés et leurs familles. Rejoignez les !.

Pour les soutenir, signez les pétitions :

[soutienhotelreuni@wanadoo.fr](mailto:soutienhotelreuni@wanadoo.fr)  
[www.educationsansfrontieres.org](http://www.educationsansfrontieres.org)



### Agenda :

#### Réunion de débat sur le projet

1<sup>er</sup> ou 2<sup>ème</sup> week-end de juin  
(Un courrier vous sera envoyé) Chartres

Ordre du jour : contribution au projet des socialistes, actualité politique, débat sur les législatives, etc.

Pour faire reculer le gouvernement, seule une mobilisation puissante, la plus large possible sera efficace. Et celle-ci ne pourra se faire qu'à la condition première de l'unité de toutes les forces de gauche qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives. Le Parti Socialiste se doit de prendre toute sa place dans ce combat : en menant farouchement la bataille parlementaire, en intervenant publiquement et médiatiquement bien sûr, mais aussi, par une participation active à la construction de la mobilisation.

Si nous voulons être crédibles nous devons nous inscrire dès maintenant dans les cadres unitaires existant tant nationalement que localement.

Plusieurs mobilisations organisées par des collectifs contre l'immigration jetable ont déjà eu lieu les 2 et le 29 avril dernier, sans qu'elles aient été relayées par le Parti socialiste ! **Le parti a fait le minimum pour la manifestation du 13 Mai dernier mais nous devons faire plus. Il n'est pas normal de ne pas être à la pointe de ce combat identitaire pour la gauche.**

Une partie de nos électeurs ne manqueraient pas de s'en souvenir en 2007. Rappelons qu'en 1995 et 1996 les mobilisations contre le plan Juppé, mais aussi en faveur des sans-papiers et contre le F.N. avaient contribué à la défaite de la droite aux législatives de 1997.

La question de l'immigration est depuis trop longtemps phagocyté par les idées de l'extrême droite, il s'agit aujourd'hui de s'opposer à cette loi scélérate et réactionnaire et de poser une réflexion large, ouverte et approfondie sur les flux migratoires, la question des sans papiers et plus largement l'intégration volontaire des étrangers qui vivent sur notre sol. Il existe une question « immigration » qui doit être traitée politiquement et sereinement. Ce que **nous refusons c'est l'idée qu'il existe un « problème immigration »**, c'est injuste, insultant mais c'est surtout une fausse idée.

Nous ne devons plus céder aux sirènes sécuritaires comme une partie d'entre nous a pu en être tentée. A nous de redéfinir aujourd'hui les axes de la politique d'immigration afin de ménager un juste équilibre entre les voies d'immigration (asile, famille, travail) et de restaurer les mécanismes de la régularisation permanente. **Cette politique doit s'accompagner d'une reconnaissance des droits des résidents étrangers**, notamment le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, ainsi que de la mise en place de dispositifs d'accueil et d'intégration efficace.

Il est temps pour les socialistes d'investir la mobilisation contre le projet de loi Sarkozy et de proposer une politique d'immigration et d'intégration de gauche.

*Signez la pétition «Uni(e)s contre l'immigration jetable» , et venez vous joindre aux groupes locaux du Collectif*

*Toutes les informations sur le site :*

**<http://contreimmigrationjetable.org>**



**« On s'en souviendra en 2007 »  
...et même avant.**

**Samedi 29 avril, près de 800 militants du Nouveau Parti Socialiste se sont réunis à Paris, dans un gymnase du XIVème arrondissement, pour débattre de la responsabilité de la gauche après le mouvement contre le CPE.**

Les responsables du courant ont tapé du poing sur la table, menaçant de présenter leur propre projet au vote des militants si le projet sortant de la fameuse commission du projet n'était pas véritablement à gauche et ne répondait pas au refus de la France d'une orientation libérale. Le meeting s'est ouvert par des interventions des jeunes militants membres d'organisations syndicales et associatives de jeunesse ayant pris une part centrale dans le mouvement contre le CPE. Les messages de mobilisation et d'exigences socialistes répétés par les intervenants ont été très applaudis par les centaines de militant(e)s présent(e)s dont une part importante de jeunes!

## Extraits du discours de Benoît Hamon. Les Quatre priorités du projet socialiste

**Restaurer une démocratie nouvelle.** Celle qui rétablira les citoyens dans leur capacité à peser individuellement et collectivement. Le débouché à ce qui se passe, le CPE, Clearstream, c'est la 6ème République parlementaire, oxygène à la République. Dans le cadre du projet, nous mettrons la 6 République au cœur de nos exigences.

Nos exigences se concentrent aussi sur la **revalorisation la négociation collective**, sur la négociation pour un nouveau partage de la valeur ajoutée, par une réforme des salaires vis-à-vis de la nouvelle organisation du marché du travail. Si nous entreprenons ces grands chantiers, le politique aura rempli son rôle.



Il n'y a **pas de démocratie moderne sans réforme des médias publics** : le financement des médias publics doit être exclusivement public. Regardons l'exemple de la BBC en Grande-Bretagne. En France, il y a l'envie et le besoin d'une grande télévision populaire qui soit le contrepoint à la télé actuelle, de plus en plus inscrite dans le privé.

Je vais revenir sur le CPE. Par ce mouvement, la jeunesse a exprimé la gravité de la situation sociale. Avant, il y avait plus de joie dans les mouvements. **La société dont la jeunesse hérite est de plus en plus violente. Le CIP était une sous-rémunération du travail, le CPE était la condamnation du code du travail.** Les jeunes doivent avoir un Droit à l'avenir, à l'autonomie. Aux préoccupations de la jeunesse, des réponses politiques s'imposent. Il faut que le projet pour 2007 ne soit pas moins socialiste que celui de 2002 -qui ne l'était pas-.

Il faut proposer l'allocation d'autonomie jeunesse, et il faut l'inscrire dans le projet. Oui à l'allocation, oui à l'émancipation de chaque jeune, allocation qui ne repose pas sur la bourse au mérite, entre autres critères.

NPS ne considère pas que chaque génération représente un poids toujours plus lourd, mais que les conditions de vie actuelle ont pour cause le libéralisme.

Face au désordre du libéralisme, nous devons instaurer l'**Ordre public social**. Si la délinquance augmente, c'est qu'elle est le résultat d'une violence économique, et cette question sociale sera au cœur de la prochaine présidentielle.

Michel Rocard nous faisait la démonstration suivante il y a deux mois : **si l'on prend la richesse produite aujourd'hui et que l'on répartit cette richesse entre le capital et le travail comme dans les années 80, cela reviendrait à redistribuer entre 130 et 150 milliards d'euros de revenus directs et indirects pour le financement des services publics.**

La consommation reprendra, les entreprises investiront avec pour résultat, une croissance relancée. Aujourd'hui, cette croissance est absorbée par la rémunération du capital, du fait du libéralisme. C'est un partage injuste et surtout inefficace économiquement. Ceci n'est pas une situation française mais une situation qui concerne l'ensemble des pays européens, où l'on constate une dégradation générale de la production. La Slovaquie qui connaît une croissance de 6%, a un pouvoir d'achat qui n'augmente pas et le chômage ne baisse pas pour autant. Cette situation est identique à la nôtre. **Il y a une demande sociale forte qui demande davantage de protections. C'est cela le nouvel ordre public social.**

## **La relance de la construction européenne.**

Nous en avons parlé récemment dans le cadre de la commission nationale du projet, puisque cette question constitue une étape décisive dans le projet socialiste. Il est temps de se positionner et de reprendre des initiatives.

La France aura la présidence de l'Union européenne au cours de l'année 2008. Il faut exprimer la volonté claire d'augmenter le budget, se positionner sur la PAC. Très tôt, nous serons interrogés sur l'Europe et sur notre capacité à faire bouger les lignes, interrogés sur le pacte de stabilité et sur les réformes institutionnelles.

Pourtant... Il faut que les socialistes se positionnent sur l'Europe, il faut dire quel est notre état d'esprit : « qui ? » et « jusqu'où ? ».

Quid du code du travail ? Organisons-nous une convergence, une harmonisation par le haut ou bien transférons-nous ces compétences à la Commission ?

Les sujets comme le pacte de stabilité, les objectifs et les attributions de la BCE, la question de l'emprunt pour mettre en œuvre la solidarité, les grands travaux à l'échelle européenne qui peuvent soutenir l'emploi... Tous ces sujets demandent de façon urgente un positionnement clair de la part du Parti Socialiste.

Il faut proposer un projet qui soit en rupture avec le dogme dominant, celui d'accélérer les adaptations, accélérer les réformes dites structurelles à n'importe quel prix... Comme celle du démantèlement du droit du travail. De plus, ces réformes ne créent pas de la croissance, c'est bien la démonstration que les libéraux se sont plantés.

**La solidarité européenne** doit donc se traduire :

- 1) par un changement du budget de l'Union européenne. Le budget à l'heure actuelle n'est pas en capacité de financer l'élargissement (1% du PIB). Nous sommes donc dans une situation de mise en concurrence de ceux qui ont une fiscalité faible, avec des systèmes sociaux moins protecteurs, face à des pays qui aujourd'hui ont encore des protections sociales...
- 2) Accepter la libre circulation des travailleurs tout en luttant contre la mise en concurrence et le travail clandestin.
- 3) Exiger un traité social, avec la convergence des normes, une harmonisation par le haut, en soumettant par exemple un revenu minimum européen.

Le PSE doit jouer pleinement son rôle, le PS doit s'engager à ne pas ratifier le TCE. L'Europe est difficilement gouvernable à 25, il faut mettre en place un système de coopérations renforcées. Toute réforme institutionnelle doit être ratifiée par référendum et non pas par le Congrès.

La période va être marquée par les présidentiables. NPS, qui a choisi sa position « le candidat, c'est le projet », on nous répond que ça n'est pas suffisant. Les sondages coulent à flot, ils peuvent être utiles... Certes, mais notre rôle, c'est de dire quelles sont les conditions pour gagner en 2007. Notre responsabilité politique n'est pas seulement de créer une victoire électorale mais le changement.

NPS doit, en tant que 1er courant du PS, prendre toute sa place, et jouer au premier plan.

## **Contactez-nous**

Jérôme-Olivier DELB  
Secrétaire de la section de Châteaudun  
Tel : 06.14.46.58.79.  
Email : [nouveaups28@hotmail.com](mailto:nouveaups28@hotmail.com)

David LEBON  
Section de Chartres. Délégué National  
Tel : 06.12.52.72.82.  
Email : [davidlebon@yahoo.fr](mailto:davidlebon@yahoo.fr)